



*SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES*

- ◆ Comptabilité - Audit - Commissariat aux Comptes
- ◆ Paie et Ressources Humaines
- ◆ Juridique et Fiscal
- ◆ Conseil en Gestion
- ◆ Négociation - Evaluation d'Entreprises
- ◆ Organisation et Informatique
- ◆ Gestion de Patrimoine
- ◆ Centre de Formation

« MISSION LOCALE DU VELAY »

Association

7, rue Jean-Baptiste Fabre
43000 - LE PUY-EN-VELAY

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

SIÈGE SOCIAL : SEGECO - Z.I. - 12, avenue de Coubon
43700 BRIVES-CHARENSAC

Tél. : 04 71 05 38 70 - Fax : 04 71 02 86 97

brives@segeco.fr

S.A. au capital de 2 684 008 euros - R.C.S. LE PUY B 587 350 273 - NAF : 741 C



SEGECO

*SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES*

- ◆ Comptabilité - Audit - Commissariat aux Comptes
- ◆ Paie et Ressources Humaines
- ◆ Juridique et Fiscal
- ◆ Conseil en Gestion
- ◆ Négociation - Evaluation d'Entreprises
- ◆ Organisation et Informatique
- ◆ Gestion de Patrimoine
- ◆ Centre de Formation

« MISSION LOCALE DU VELAY »

Association

7, rue Jean-Baptiste Fabre
43000 - LE PUY-EN-VELAY

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SIÈGE SOCIAL : SEGECO - Z.I. - 12, avenue de Coubon
43700 BRIVES-CHARENSAC

Tél. : 04 71 05 38 70 - Fax : 04 71 02 86 97
brives@segeco.fr

S.A. au capital de 2 684 008 euros - R.C.S. LE PUY B 587 350 273 - NAF : 741 C

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
STATUANT SUR LES COMPTES DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006 sur :

- ⇒ le contrôle des comptes annuels de l'Association « **MISSION LOCALE DU VELAY** » tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ⇒ la justification de nos appréciations,
- ⇒ les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 juin 2007. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

-I- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS -

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

-II- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS -

En application notamment des dispositions de l'Article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

L'Association mentionne dans la Note 1 de l'Annexe (*Page 15*) les éléments suivants :

La constitution, pour la quatrième fois en 2006, d'une provision pour indemnité de départ à la retraite selon les modalités applicables à l'association afin de porter ce montant à hauteur de ses obligations. Cette somme a été complétée par la dotation normale de l'année 2006.

Par ailleurs, la subvention escomptée du FSE pour les programmes PRIM et EQUAL n'a été retenue que pour 85 % du montant sollicité compte tenu de l'incertitude quant à la somme allouée définitivement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

-II- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES -

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

◆ ◆ ◆

Fait à BRIVES CHARENSAC,
Le 25 juin 2007

Pour la Société SEGECO,


Bernard DELDON,
Commissaire aux Comptes.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2006			31/12/2005
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 808	1 147	662	1 139
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	162 677	98 822	63 855	65 448
Immobilisations grévées de droits	78 428		78 428	86 955	
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	252		252	252	
Prêts					
Autres immobilisations financières	1 600		1 600	1 868	
TOTAL (I)	244 765	99 969	144 796	155 661	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	323 613		323 613	271 899
Capital souscrit appelé, non versé				106 921	
Valeurs mobilières de placement				70 656	
Disponibilités	127 213		127 213	5 208	
Charges constatées d'avance	3 448		3 448		
TOTAL (II)	454 275		454 275	454 684	
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	699 039	99 969	599 071	610 345	

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

1 600

1 868

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2006	31/12/2005
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	168 754	168 754
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	16 378	4 260
	Total des fonds propres	185 133	173 014
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Résultats sous contrôle de tiers financeurs	411	(3 849)
	Droits des propriétaires	78 428	86 955
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	68 989	65 115	
Provisions réglementées			
Total des autres fonds associatifs	147 828	148 221	
Total des fonds associatifs	332 960	321 235	
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	29 581	25 383	
Total des provisions	29 581	25 383	
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement	17 682	41 633	
Sur dons manuels affectés			
Sur legs et donations affectés			
Total des fonds dédiés	17 682	41 633	
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		263	
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 389	63 255	
Dettes fiscales et sociales	112 710	86 426	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 058	5 557	
Produits constatés d'avance	43 690	66 593	
Total des dettes	218 847	222 094	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	599 071	610 315	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			
(1) Dont à moins d'un an	16 378,38	4 260,06	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	218 847	222 094	
		263	

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

Compte de Fonctionnement et de Résultat

1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2006	31/12/2005
		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Ventes de marchandises		
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)		
	Montant net du chiffre d'affaires		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	895 476	783 861
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires	54 162	28 985
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	3 805	59
	Autres produits	11 839	16 571
Total des produits de fonctionnement		965 282	829 476
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	269 750	204 848
	Impôts, taxes et versements assimilés	39 297	33 350
	Salaires et traitements	479 312	393 642
	Charges sociales	172 410	143 861
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	21 499	18 224
Dotation aux provisions			
Autres charges			
Total des charges de fonctionnement		982 268	793 925
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		(16 986)	(64 449)

Documents soumis
 au contrôle du
 Commissaire aux Comptes

Compte de Fonctionnement et de Résultat

2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2006

31/12/2005

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		(16 986)	35 55
Opéra. comm.	Excédent attribué ou insuffisance transférée Insuffisance supportée ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 603	20
	Total des produits financiers	1 604	20
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées	171	160
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	171	160
RESULTAT FINANCIER		1 433	45
RESULTAT COURANT		(15 553)	35 597
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	13 137	15 433
	Sur opérations en capital	268	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	13 405	15 433
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	959	202
	Sur opérations en capital	268	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 198	4 935
	Total des charges exceptionnelles	5 425	5 137
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7 980	10 296
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		41 633 17 682	41 633
TOTAL DES PRODUITS		1 021 924	845 115
TOTAL DES CHARGES		1 005 546	840 855
EXCEDENT ou INSUFFISANCE		16 378	4 260
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		PRODUITS	CHARGES
Bénévolat			
Prestations en nature		89 824	
Dons en nature			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			11 659
Prestations			
Personnel bénévole			78 165

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Elément I

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 599 071 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 1 021 924 euros et un total charges de 1 005 546 euros, dégageant ainsi un résultat de 16 378 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2006 et finit le 31/12/2006.

Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les nouvelles règles comptables sur les actifs, les amortissements et les dépréciations issues notamment des règlements CRC 2002-10 et 2004-06, ont été prises en compte à compter du 01/01/2005.

Le passage aux nouvelles règles comptables a été effectué en application de la méthode dite "prospective" de réallocation des valeurs nettes comptables avec mise en place de l'approche par composant.

Les plans d'amortissements retiennent les méthodes suivantes :

- Immobilisations non décomposées : amortissement en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification.

- Immobilisations décomposées :

- Structure : amortissement en fonction de la durée d'usage de l'immobilisation prise dans son ensemble.

- Composants : amortissement en fonction de la durée normale d'utilisation ou de la durée d'usage lorsqu'elle existe.

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Cette méthode n'a pas entraîné de modification sur la ventilation des immobilisations et les durées d'amortissement antérieures n'ont pas été modifiées.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement :

Les engagements à réaliser sur la contribution financière de l'Etat attribuées pour la mise en place d'actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes ont été constatés pour un montant de 17 681,88 Euros en Fonds dédiés sur Subventions de fonctionnement.

Provision pour engagements de retraites et avantages assimilés :

Une dotation de 4 198,00 Euros a été enregistrée pour tenir compte des droits acquis au 31 décembre 2006. Le montant cumulé de la provision pour risque de retraite s'élève à 29 581,00 euros au 31 décembre 2006.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2006
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à.p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	1 808					1 808
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 808					1 808
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	39 156		3 084			42 240
Matériel de transport	152					152
Matériel de bureau, mobilier	158 009		16 345		54 069	120 285
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 317		19 429		54 069	162 677
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	252					252
Prêts et autres immobilisations financières	1 868				268	1 600
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 120				268	1 852
TOTAL	201 245		19 429		54 337	166 337

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2006
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	669	477		1 14
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	669	477		1 14
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	12 338	3 637		15 97
Matériel de transport	152			15
Matériel de bureau, mobilier	119 378	17 384	54 069	82 69
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	131 869	21 022	54 069	98 82
TOTAL	132 539	21 499	54 069	99 96

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Montant des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour amortissements dérogatoires Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92 Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92 Provisions fiscales pour prêts d'installation Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres	25 383	4 198		29 581
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 383	4 198		29 581
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		25 383	4 198		29 581
Dont dotations et reprises	{ - d'exploitation - financières - exceptionnelles		4 198		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2006	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 600	1 600	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28	28	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	293 225	293 225	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	30 361	30 361	
Charges constatées d'avances	3 448	3 448		
TOTAL DES CREANCES		328 662	328 662	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2006	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	60 389	60 389		
	Personnel et comptes rattachés	47 915	47 915		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	59 125	59 125		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 670	5 670		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
Autres dettes	2 058	2 058			
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	61 372	61 372			
TOTAL DES DETTES		236 529	236 529		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux Comptes



*SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES*

- ◆ Comptabilité - Audit - Commissariat aux Comptes
- ◆ Paie et Ressources Humaines
- ◆ Juridique et Fiscal
- ◆ Conseil en Gestion
- ◆ Négociation - Evaluation d'Entreprises
- ◆ Organisation et Informatique
- ◆ Gestion de Patrimoine
- ◆ Centre de Formation

« MISSION LOCALE DU VELAY »

Association

7, rue Jean-Baptiste Fabre
43000 - LE PUY-EN-VELAY

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SIÈGE SOCIAL : SEGECO - Z.I. - 12, avenue de Coubon
43700 BRIVES-CHARENSAC

Tél. : 04 71 05 38 70 - Fax : 04 71 02 86 97
brives@segeco.fr

**RAPPORT SOCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

Mesdames, Messieurs.

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'Article L.612-5 du Code de Commerce.

Par ailleurs, en application du Décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

-I - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MOBILIER -

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la MISSION LOCALE DU VELAY et du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE du PUY-EN-VELAY.

Nature de la convention :

Le CCAS du PUY-EN-VELAY met à la disposition de la MISSION LOCALE DU VELAY :

- un local situé 7 Rue J-Baptiste Fabre au PUY-EN-VELAY d'une surface de 260 m²,
- divers mobiliers comprenant bureaux, armoires, tables et chaises

Autorisation :

La convention a pris effet à compter du 1er juillet 1992. Elle a été complétée par un avenant en date du 4 avril 1994.

Modalités :

La mise à disposition s'effectue moyennant le paiement d'un loyer annuel de 25.916,33 Euros qui est remboursé par le CCAS sous forme de subvention.

-II- PRISE EN CHARGE DES SALAIRES ET DES CHARGES DU DIRECTEUR

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la MISSION LOCALE DU VELAY et la Communauté d'Agglomération du PUY EN VELAY.

Nature de la Convention :

La Communauté d'Agglomération prend à sa charge les salaires et charges patronales du Directeur de la **MISSION LOCALE** dans la limite d'une dépense annuelle totale de 41.162,00 €uros.

Autorisation :

La convention a pris effet à compter du 1er janvier 2002. Elle a été validée en 2003.

Modalités :

Les salaires et charges patronales du Directeur de la **MISSION LOCALE** sont remboursés trimestriellement à terme échu à la **MISSION LOCALE**. Le montant de la somme provisionnée s'élève à 41.162 Euros pour l'année 2006.

-III- MISE A DISPOSITIONS DES LOCAUX DU PIJ PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION.

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la **MISSION LOCALE** du Velay et de la **Communauté d'Agglomération du PUY EN VELAY**.

Autorisation :

Un commodat a été établi et signé le 28 avril 2004.

Modalités :

La convention porte sur la mise à disposition d'un immeuble sis 28 Rue Vibert au PUY-EN-VELAY.

L'équivalent loyer 2006 est de 6.658,56 €uros.

IV- SUBVENTIONS VERSEES PAR LE CONSEIL GENERAL.

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la **MISSION LOCALE DU VELAY** et du **CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE LOIRE**.

Modalités :

Financements versés par le **CONSEIL GENERAL** à la **MISSION LOCALE DU VELAY** :

Fonctionnement :	29.529,68€uros
DAS Relais santé :	1.525,00 €uros
PRIM :	1.525,00 €uros
SANTE :	500,00 €uros
FAJ :	3085.99 €uros

V- SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION.

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la **MISSION LOCALE DU VELAY** et de la **Communauté d'Agglomération du PUY EN VELAY**.

Modalités :

Financements versés par la Communauté d'Agglomération à la MISSION LOCALE DU VELAY :

Fonctionnement :	79.743,00 Euros
Santé :	8.900,00 Euros
PARI :	750,00 Euros
IMAGE :	1.500,00 Euros
MOPAE :	1.500,00 Euros
Cyber PIJ :	2.000,00 Euros
Logement :	1.500,00 Euros
PRIM :	2.200,00 Euros

VI- SUBVENTIONS VERSEES PAR LES COMMUNAUTES DE COMMUNES.

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la MISSION LOCALE DU VELAY et des Communautés de Communes.

Modalités :

Financements versés par les Communautés de Communes à la MISSION LOCALE DU VELAY :

Fonctionnement :

Montant : 13.913,56 Euros

VI- MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL PAR L'ANPE.

Administrateur concerné :

Toute personne conjointement membre de la MISSION LOCALE DU VELAY et de l'ANPE

Modalités :

Mise à disposition de personnel par l'ANPE à la MISSION LOCALE DU VELAY :

Fonctionnement :

Montant : 44.692 Euros

◆ ◆ ◆

Fait à BRIVES CHARENSAC, le 25 juin 2007

Pour la Société SEGECO,


Bernard DELDON,
Commissaire aux Comptes.